



Revue Interventions économiques

Papers in Political Economy

29 | 2002

Y-a-t-il un modèle québécois? Défis et perspectives

Participer à l'évolution du modèle québécois

Participating in the Evolution of the Quebec Model

Manuel Dussault



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1040>

DOI : 10.4000/interventionseconomiques.1040

ISBN : 1710-7377

ISSN : 1710-7377

Éditeur

Association d'Économie Politique

Référence électronique

Manuel Dussault, « Participer à l'évolution du modèle québécois », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 29 | 2002, mis en ligne le 01 octobre 2002, consulté le 31 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/1040> ; DOI : 10.4000/interventionseconomiques.1040

Ce document a été généré automatiquement le 31 mai 2019.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

Participer à l'évolution du modèle québécois

Participating in the Evolution of the Quebec Model

Manuel Dussault

Introduction

- 1 L'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec (AMEQ) représentent 600 membres qui sont tous des fabricants impliqués dans le commerce international. Notre mandat principal consiste à influencer les politiques publiques afin d'améliorer la compétitivité et de favoriser la croissance du Québec. Notre association se veut sensible aux enjeux sociaux et souhaite contribuer à l'économie du Québec. Cet article soutient la thèse qu'il y a effectivement un modèle québécois, de la même façon qu'il existe un modèle français, américain, japonais, italien, etc. Ce modèle québécois est en évolution, le changement des mentalités et l'éthique constituent deux éléments moteurs de ce renouvellement.
- 2 Devant cette thèse, un regroupement d'entrepreneurs comme l'AMEQ se considère comme témoin participant et assumant une responsabilité sociale dans ce débat sur la question du modèle québécois. En effet, notre association est active dans tous les grands enjeux de l'heure au Québec passant de la commission chargée d'étudier la ZLÉA à celle sur le financement des soins de santé ou encore sur les modalités d'implantation d'un régime d'assurance-parentale.

Les composantes du modèle de développement économique québécois et son évolution

- 3 Le modèle économique québécois n'est pas tout à fait original ni tout à fait pareil aux autres. Ce modèle libéral et social démocrate auquel se mélange certaines inspirations

corporatistes, comporte trois ingrédients de base soit, le nationalisme, l'équité et la concertation.

- 4 Le nationalisme économique et l'importance d'effectuer un rattrapage économique constituent encore des valeurs très présentes aujourd'hui. Le Québec s'appuie sur un État fort pour contribuer à ce rattrapage. Le gouvernement du Québec investit donc beaucoup dans l'éducation, dans la création de leviers financiers et d'*entreprises phares*, ce qui s'avère nécessaire pour bénéficier d'économies d'échelle. Pour imager le rôle du gouvernement du Québec, mentionnons que si ce dernier s'apparentait à celui de l'Ontario, toute proportion gardée, il y aurait près de 11 milliards de dollars de moins en dépenses publiques injectées dans l'économie.
- 5 Le gouvernement québécois a concentré ses interventions aux niveaux fiscal et industriel faute d'avoir des compétences sur la politique monétaire ou sur le commerce international. L'histoire économique moderne au Québec est devenue, en partie, celle du rôle de l'État. Un État qui a lui-même remplacé, il y a 50 années à peine, le rôle omniprésent de l'Église dans notre développement socio-économique.
- 6 Dans le débat sur le modèle québécois, il est aussi important de se rappeler qu'il y a une éthique à la base des choix qui sont faits par nos gouvernants et dans la société québécoise en général. Les valeurs d'humanisme, de cohésion sociale, de dialogue et d'équité sont profondément ancrées dans notre société. À ce niveau, nous sommes peut-être ainsi plus près des Français que des Américains dans le sens, où notre moralité est plus sociale qu'individuelle. L'équité occupe donc encore une place privilégiée.
- 7 Au Québec, l'importance du dialogue a favorisé le développement de la concertation. Cette situation résulte peut-être du fait que le Québec est une petite société divisée sur des enjeux constitutionnels mais unie sur d'autres enjeux pour éviter une situation d'anomie trop grande. Au Québec, les instances de concertation et de dialogue sont très présentes. Ainsi, notre association est impliquée dans les Sommets socio-économiques, la Commission des partenaires du marché du travail (CPMT) et le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre (CCTM).
- 8 Pour refléter ces différents courants, nationalisme, développement économique, équité et dialogue, des structures et des institutions furent mises en place. Le professeur Ian Gow, spécialiste en administration publique, a vu trois modèles d'organisation étatique au Québec. Le premier modèle, qui suit la confédération, est décentralisé, reflétant le peu d'intérêt de l'administration publique pour la doctrine sociale de l'église. De 1960 à 1980, le deuxième modèle est celui de l'ingénierie sociale et de la rationalité bureaucratique. Cette théorie présume qu'avec de bonnes politiques, de bons instruments d'intervention publique, il s'avère possible d'atteindre des objectifs fixés par les décideurs politiques. Finalement, la période 1980 à 1990 a vu l'apogée des théories du libre-marché, de la main invisible. Encore aujourd'hui, persistent dans l'économie certains éléments de ces grandes phases structurantes, ce qui nous laisse croire que le modèle québécois n'est pas une idéologie, mais des idéologies et des perspectives changeantes qui se cherchent et s'ajustent par comparaison.

Bilan du modèle québécois

- 9 Il y a un certain consensus sur les effets économiques du modèle québécois et sur la situation actuelle au Québec. Lors de la dernière campagne électorale, le modèle

québécois a été dénoncé par certains comme étant incapable d'amener la prospérité aux Québécois, et d'autres qui favorisaient le statu quo.

- 10 Aujourd'hui, le constat d'un certain rattrapage de l'économie québécoise vis-à-vis celle de l'Ontario, est largement partagé. En effet, depuis 1960, la moitié de l'écart avec l'Ontario, en termes de revenu per capita, a été comblée. Toutefois, nous devons mentionner que la croissance de la population québécoise a été plus faible et que le taux de chômage demeure plus élevé, soit de 8.5 % au Québec comparativement à 6.8 % pour la moyenne canadienne. De manière générale, la croissance économique au Québec demeure plus faible que dans le reste du Canada malgré une période d'expansion répandue.
- 11 Ainsi, ce « paradoxe québécois », à la fois rattrapage et retard du Québec reste à analyser. Trois hypothèses plausibles peuvent expliquer le retard du Québec. Certains prétendent que la rationalité bureaucratique québécoise constitue un frein à la croissance. Elle se manifeste dans la réglementation, les taxes, les impôts et les différents programmes gouvernementaux. D'autres soutiennent que l'économie du Québec, étant généralement plus pauvre, a besoin d'un aide supplémentaire pour décoller et atteindre sa vitesse de croisière. C'est sous cette aide que l'on retrouve des mesures de plus en plus ciblées de la part du ministère des Finances dont entre autres, le congé fiscal de dix ans pour les grandes entreprises. Enfin, la dernière hypothèse argue qu'au Québec le problème est de nature plutôt structurelle. En effet, nous n'avons pas l'industrie de l'automobile présente en Ontario, notre culture comme la géographie est différente et plusieurs décrivent le régime fédératif comme mettant un frein à la croissance du Québec.
- 12 Si on accepte l'existence du modèle québécois actuel et certains de ces résultats positifs, il faut aussi admettre que des effets pervers en résultent. Le premier consiste en ce que Irving Janis, politologue américain, appelle le *group think*, qui consiste à la prise de décisions publiques de manière consensuelle. En conséquence, cette forme de prise de décision entraîne souvent une incapacité à identifier des alternatives et une peur d'afficher sa dissidence, appauvrissant de cette manière le débat. Ensuite, une certaine iniquité face aux programmes gouvernementaux est de plus en plus ressentie dans le milieu des entreprises. En effet, plusieurs mesures s'adressent uniquement aux nouveaux investisseurs, aux entreprises implantées sur tel territoire plutôt que sur un autre ou encore certaines entreprises favorisées par des ententes commerciales avec des sociétés d'État ; cette situation engendre des avantages comparatifs à certaines entreprises ciblées et non à l'ensemble de ces dernières .
- 13 Il faut absolument éviter que la définition d'un entrepreneur au Québec devienne quelqu'un qui est capable d'obtenir un avantage du gouvernement plus rapidement que ses concurrents. L'expérience des incitatifs ciblés devrait nous amener aujourd'hui à mettre plutôt l'emphasis sur la mise en place d'un bon climat d'affaires pour l'ensemble des entreprises.

Environnement externe et interne en évolution

- 14 Certains facteurs se démarquent plus que d'autres dans l'évolution du modèle québécois. Ainsi, l'insertion du Québec dans la mondialisation et l'augmentation de sa compétitivité constituent des priorités du gouvernement québécois et qui sont reconnues de façon générale par la population.

- 15 Notre principal partenaire étant les États-Unis, le modèle québécois ne peut faire autrement que de s'adapter à cette concurrence et à cette réalité américaine. Si par le passé, nous avons eu tendance à dénigrer le modèle américain, il y a par contre des structures très intéressantes qui sont présentes chez nos voisins. À titre indicatif, mentionnons la présence aux États-Unis d'entrepreneurs sociaux et de grandes fondations, concept peu développé au Québec, mais aussi de certaines initiatives de développement régional prises part des Chambres de commerce qui démontrent une flexibilité beaucoup plus importante que celle que l'on peut retrouver dans le développement régional québécois. Par exemple, un exportateur qui veut développer son entreprise dans un État américain passera par la Chambre de commerce locale. Elle le guidera pour dénicher des opportunités d'affaires, lui fournir des études de marché, etc.
- 16 L'éventail des préoccupations sociales telles que la pauvreté, les droits du travail, l'environnement et les droits humains constitue un autre facteur d'évolution du modèle québécois. Des enjeux qui sont aussi fortement présents au niveau international. Par le passé, la résolution ou non de ces problèmes relevait du marché ou de l'État. Il n'y a pas de "meilleure solution" ou miracle, le tout menant à des changements de mentalité chez une grande partie de la population et particulièrement chez les jeunes qui s'engagent dans une recherche plus personnelle à l'échelle locale afin de répondre à ces grands enjeux, qu'ils soient québécois ou planétaires.
- 17 Enfin, il est évident que nous avons atteint la limite du corporatisme au Québec. Le Sommet du Québec et de la jeunesse avec ses mécontentements et l'absence de synergie a certainement marqué une pause dans ce genre d'événement. Le Premier ministre l'a d'ailleurs mentionné à la clôture du Sommet. La question de la représentation de l'intérêt public général prend aussi une signification de plus en plus grande maintenant que la formule du Sommet est plus connue et ses impacts analysés ; la concertation devra faire plus de place au citoyen.

Quelle reconfiguration pour le modèle québécois ?

- 18 Depuis cinq ans maintenant, l'AMEQ s'est engagée dans une réflexion sur le modèle québécois. Il s'y dégage que le modèle américain ne peut être adopté au Québec. Il y a un certain *mea culpa* dans ce constat puisque les Manufacturiers et exportateurs ont souvent prôné des solutions américaines aux problèmes québécois. Par contre, une certaine réduction du poids de l'État et de la fiscalité s'avère nécessaire pour s'adapter au contexte et innover dans nos façons de faire.
- 19 Suite à l'objectif non-atteint du Sommet socio-économique de Montréal de 1996 de rattraper la moyenne canadienne de création d'emploi en trois ans, les membres de l'association se sont intéressés de plus près aux enjeux sociaux. Dans ce contexte, il est bien évident que le modèle québécois devra refléter les valeurs et les préoccupations des Québécois. C'est une des raisons pour laquelle l'association a prôné la création d'une Commission nationale sur l'économie et l'emploi en soulignant que toutes les alternatives pour renouveler le modèle québécois pouvaient faire l'objet de discussion et entre autres, porter un regard sur le modèle européen pour le Québec.
- 20 Avec cette commission, qui ne vit jamais le jour, l'association désirait aller un peu loin pour analyser le potentiel économique du Québec à partir d'un diagnostic sur sa situation réelle. Ce diagnostic lui aurait permis de fixer des objectifs et de se donner des moyens

pour les réaliser. De plus, cette Commission voulait mieux cerner les relations existantes entre les entreprises, les associations et les syndicats et formuler des recommandations pour que le Québec se donne des institutions économiques qui reflètent les attentes de la population.

- 21 L'association a aussi proposé des mesures de nature plus ponctuelles pour soutenir les manufacturiers et exportateurs du Québec dans leur développement. Elle souhaitait la création d'un Fonds industriel pour les entreprises en s'inspirant du modèle du Fonds de solidarité pour les travailleurs ou la Chambre de commerce américaine pour les entrepreneurs. Ce fonds aurait pu aider les PME à améliorer leur productivité par le soutien à l'achat d'équipements ou encore par des études sur les innovations touchant les relations de travail. Elle aurait aussi former les employeurs au développement d'une réelle culture patronale québécoise. Les Manufacturiers et exportateurs du Québec ont aussi exprimer le souhait d'être représenté au Conseil d'administration des grandes sociétés d'État comme la SGF, la Caisse de dépôt, Hydro-Québec au même titre que les associations qui représentent les travailleurs. Enfin, l'association a aussi souligné lors de leurs recommandations annuelles pré-budgétaires au Ministre des Finances l'importance de la contribution de la société civile dans la livraison des prestations publiques à Emploi-Québec ou encore celles des grappes industrielles du Ministère de l'Industrie et du Commerce.
- 22 Est-ce que le débat sur le modèle québécois a un avenir ? La réponse est de nature incertaine. En effet, d'une part, dans un contexte de stabilité économique, peu de réformes voient le jour et d'autre part, la position du gouvernement du Parti québécois sur la question du modèle québécois s'avère ambiguë. Ainsi, l'acteur public penche-t-il vers le statu quo ou vers des transformations du modèle ? Et si des changements s'avèrent nécessaires, aucune indication quant à leur orientation ne transparaît.

Conclusion

- 23 Pour conclure, mentionnons qu'il y a un travail de réflexion qui s'amorce actuellement dans la société en général. Une réflexion à propos des institutions et des meilleures façons d'atteindre les objectifs à la base du modèle québécois : le nationalisme, le développement économique, l'équité et le dialogue. La solution ne passe pas seulement par l'État, le marché et dans la concertation institutionnalisée. La contribution de la société civile s'avère nécessaire et nous devons lui faire plus de place dans le développement économique. De plus, pour que le modèle évolue, les notions de responsabilités individuelles et de citoyenneté doivent être développer davantage.
- 24 Les Manufacturiers et exportateurs ont un rôle bien précis dans le modèle québécois, celui de participer à la création de la richesse et meilleur sera le climat d'affaires au Québec, plus les Québécois seront riches. C'est de cette manière que l'association contribue au modèle québécois, mais elle a aussi besoin de l'appui des Québécois pour que ces entreprises membres réalisent leur plein potentiel. Face au modèle québécois, l'histoire se poursuit. Pour que le débat soit remis à l'agenda du jour, une nouvelle fenêtre d'opportunité doit s'ouvrir ; soit un ralentissement économique ou un événement imprévisible qui remettra peut-être en question l'intégralité du modèle québécois.

RÉSUMÉS

Ce court texte vise à expliquer la position de l'Association des manufacturiers et exportateurs du Québec (AMEQ) sur la question du modèle québécois. Pour l'association, il existe un modèle québécois, comme il existe un modèle français, américain, japonais ou autres. Ce modèle, ni tout à fait original, ni tout à fait pareil aux autres, est à la fois libéral et social démocratique. Il se caractérise par le nationalisme, l'équité et la concertation. L'histoire économique moderne est devenue, en partie celle du rôle de l'État par les leviers économiques qu'il a mis en place depuis la révolution tranquille. Le modèle québécois a permis le rattrapage sur l'Ontario mais, en même temps, n'a pas réussi à abaisser son taux de chômage au niveau de la moyenne canadienne. Et après mûres réflexion, l'AMEQ est d'avis que la solution ne se trouve pas dans l'adoption d'éléments issus du modèle américain. Mais, le renouveau du modèle passe par la contribution de la société civile et non seulement par des solutions étatiques, marchandes ou encore de la concertation institutionnalisée

This short text aims at explaining the position of the Association of the manufacturers and exporters of Quebec (AMEQ) on the question of the Quebecois model. For the association, there is a Quebecois model, as there is a French, American, Japanese model or other. This model, neither everything made original, nor the completely similar to the others, is liberal and social at the same moment democratic. It is characterized by the nationalism, the equity and the dialogue. The modern economic story, partially that of the role of the state by the economic control levers which it set up since the "Révolution tranquille". The Quebecois model allowed the picking up on Ontario but, at the same time, did not manage to lower its unemployment rate at the level of the Canadian average. And after reflection, the AMEQ is of opinion that the solution is not in the adoption of elements stemming from the American model. But, the flourish of the model passes by the contribution of the society and not only by state solutions, commercial solutions or of the institutionalized dialogue.

INDEX

Keywords : model, Quebec, development, dialogue, civil society, State

Mots-clés : modèle, Québec, développement, concertation, société civile, État

AUTEUR

MANUEL DUSSAULT

Directeur à la recherche et à l'analyse à l'association des Manufacturiers et exportateurs du Québec